

IPAD Institut de Pensées et d'Actions pour la Défense de la Démocratie

L'IPAD s'entretient avec les collectifs Práxis, avec un travail axé sur la santé mentale à Rio de Janeiro, et TETO, un collectif pour soutenir la construction de logements abordables à Belo Horizonte

| Brésil |

traduit par Déborah Spatz

L'

Institut de Pensées et d'Actions pour la Défense de la Démocratie — IPAD est un

programme né dans l'Institut Maria e João Aleixo, un Think tank dédié à former des spécialistes des périphéries, à diffuser le paradigme de la puissances des périphéries.

Créé par des activistes avec un long historique d'actions dans le domaine de la société civile brésilienne, l'IPAD est un centre pluriel de formation politique, prioritaire pour les personnes noires et de périphéries. Il investit dans la construction de méthodologies, de concepts, de propositions et d'actions qui élargissent les possibilités de réinvention des formes de faire de la politiques et d'établir des liens avec l'instance publique de la société brésilienne, à partir de la défense de l'État Démocratique de Droit. Il contribue ainsi au dépassement du racisme structurel, du patriotisme institutionnel, du patriarcat, ainsi qu'à d'autres pratiques analogues - principalement la corruption - qui dominent encore nos structures politiques et nos instances publiques.

L'IPAD développe, à partir de rencontres formatives, organisatives et d'actions, une atmosphère politique qui permet l'élargissement de la capacité conceptuelle, théorique et

méthodologique des sujets et des groupes des périphéries qui les stimulent à s'identifier à la démocratie et, de cette manière, à élargir leur capacité d'action politique. Les membres passent par une formation d'excellence académique intégrées aux demandes de la société civile.

Il se constitue également dans la perspective de contribuer à la construction d'un agenda politique qui influence, via la société civile, les pratiques de programmes de partis et d'organisations qui s'identifient à la démocratie.

En ayant pour base la création de groupes de formation politique dans la région métropolitaine de Rio de Janeiro et de Minas Gerais, nous créons des liens de soutien et d'articulation entre les groupes et les collectifs des jeunes qui font partie de l'institution. Actuellement, les participants au cursus de formation politique font partie de plus de 60 collectifs et groupes locaux de périphéries des deux métropoles. De tels collectifs et groupent agissent sur différentes thématiques qui concernent les personnes des périphéries.

Pour cette édition de la revue, l'équipe exécutive de l'IPAD a discuté avec deux membres d'IPAD-Seja Democracia (Sois Démocratie), représentants de collectifs qui travaillent sur le dépassement des défis de défense de la démocratie, suivants : la défense des droits fondamentaux d'accès à la santé mentale et à la durabilité environnementale, à partir du droit au logement par les familles périphériques. Nous voulons, avec cela, présenter des analyses et de actions de groupes qui identifient dans la défense de la démocratie des chemins puissants de garantie des conditions dignes de vie et du bien-être collectif.

Cleber Ribeiro : Ana, pour commencer notre discussion, je te vais te demander de faire la description de ton groupe, de son objectif, du lieu d'action, des personnes concernées par les activités et du public cible.

Ana Paula Pimentel : Je suis psychologue, diplômée depuis 11 ans par l'Université de l'État de Rio de Janeiro, spécialiste en psychanalyse et en santé mentale, qui est depuis

toujours mon domaine d'action et de recherche. Je suis fondatrice de Práxis et étudiante de l'IPAD, de la première promotion, ici à Rio de Janeiro.

Práxis est né juridiquement en 2012. Nous avons choisi de le constituer comme un organe de la société civile. C'est donc un centre d'études et d'attention psychologique se trouvant dans le Mercadão de Madureira, dans la zone nord de Rio de Janeiro.

Notre objectif est de proposer du soin mental. Tant pour les personnes qui ont besoin de résoudre des conflits psychologiques, que pour ceux qui veulent une orientation professionnelle, une orientation familiale. Une série de service psychologique est proposée dans ce sens. Nous voulons élargir les services vers une série de personnes qui ne parvient pas à payer pour ce type de soin, parce que, malheureusement, c'est un type de soin très élitiste dans notre pays, de manière générale. Nous cherchons donc à élargir l'accès pour les personnes de nos territoires périphériques.

Les personnes engagées dans Práxis sont, en majorité, des psychologues, tant des professeurs d'université, que des professionnels du milieu clinique. Nous sommes une équipe de huit coordinateurs, seize psychologues travaillent actuellement dans la clinique et 38 professeurs collaborateurs. Ce qui fait un total de 62 personnes engagées. Nous faisons ce travail à Madureira depuis 8 ans. Avec des difficultés, parce que nous ne recevons pas de subventions publiques. Mais nous nous organisons pour avoir des alternatives. Nous recevons, par exemple, des contreparties pour les services proposés. Une contrepartie sociale ou populaire, on les divise en échelle, selon les possibilités des personnes. Comme nous nous trouvons à Madureira, il y a des personnes qui viennent de la région de la Baixada Fluminense, de la Zone Nord et même de la Zone Sud de Rio de Janeiro.

Les lieux ayant le plus de difficultés d'accès aux soins psychologiques sont les régions les plus affectées par l'inégalité. La néropolitique est une réalité. Et la souffrance mentale est une réalité très grave et très intense dans ces régions. Et c'est justement cette partie de la population à qui on refuse l'accès au soin. Ça, c'est le premier point.

L'accès au soin psychologique d'une manière générale n'est pas accessible. Quand on pense

à la santé publique, par exemple, souvent, à cause de la disponibilité, elle ne parvient pas à répondre aux demandes, spécialement quand on parle du soin public clinique, qui est proposé dans certains dispositifs pour les personnes qui sont en souffrance mentale.

Nous avons le Réseau Structuré d'Attention Psycho-social (RAPIS). Mais il ne reçoit exclusivement que des personnes en souffrance mentale grave et persistante. Elle n'est pas en mesure de prendre en charge la demande, qui est trop grande. Et pourquoi cela arrive-t-il ? Ce n'est pas seulement le cas en psychologie. Mais de manière générale, notre SUS, qui est le Système Unique de Santé, n'est pas en mesure justement parce qu'il souffre de manière graduelle, au fil des années, d'un désinvestissement systématique, menant à un réel sabotage. La logique est celle du démantèlement. De l'étouffement. C'est une logique si sensible à la réalité du pays, qui résulte en une difficulté d'accès. On voit un problème grave dans l'administration. Une relation publique-privée étouffante, qui porte préjudice aux intérêts publics. On voit des problèmes d'infrastructure grave. Donc, tout ce chaos mène à une difficulté d'accès aux services mais également aux services psychologiques.

Quand la personne est atteinte d'un problème psychologique, qu'est-ce qu'elle va faire ? Si elle ne trouve pas un lieu dans le réseau public, elle va se tourner vers le réseau privé. Et c'est là que ça devient impossible pour la majorité des personnes. Dans le réseau privé, pour que avoir une idée, il existe un tableau national des honoraires des psychologues, disponible sur le site du Conseil Fédéral de Psychologie. Là-bas, il y a également un tableau avec une série de listes de services psychologiques avec différents prix. Les limites inférieures, les limites moyennes, les prix les plus pratiqués et les prix supérieurs y sont également répertoriés. La consultation psychologique, par exemple, qui est le dispositif le plus recherché, apparaît comme ayant un prix moyen de 239 réais/ la consultation. Considérant que le soin psychologique a une périodicité, généralement hebdomadaire, la personne a besoin d'y aller toute les semaine pour réaliser le soin. Elle aura un investissement moyenne d'environ 1 000 réais par mois. Et, c'est là que je te demande, qui peut consacrer 1 000 réais exclusivement au soin psychologique, sans porter préjudice à la survie de sa famille, sans mettre en danger le budget familial ?

Pour avoir une référence, la Casa Fluminense met à disposition sur son site la carte des inégalités. Sur celle-ci, on retrouve une série d'indicateurs intéressants pour penser cette

question de l'accès, celle de la démocratie, pour notre région de la Région Métropolitaine, d'ailleurs. Ce prix de 1 000 réais apparaît en réalité comme un revenu par capital dans la plus grande partie de la population. 90 % de notre région métropolitaine de Rio de Janeiro ne parvient pas à avoir un revenu par capital de 1 000 réais. Seulement 10 %, plus ou moins, parviennent à obtenir un revenu supérieur à cela. Nous avons donc environ 13 millions de personnes dans cette région, une moyenne de 90% des personnes qui n'auraient pas la possibilité de payer des soins psychologiques, d'après la réalité du tableau. Ce prix de 239 réais est une réalité des régions les plus aisées. Ici, dans nos périphéries, dans nos communautés, la population ne parvient pas à payer cela. Le prix de la consultation tourne plutôt autour de 60 ou 80 réais. Mais, même comme ça, on va dire environ 300 réais. Qui peut prendre 300 réais de sa survie pour le soin psychologique ? Il n'y en a pas beaucoup non plus.

Si on se rend sur mon territoire, à Japeri, par exemple, on a, en prenant en compte la carte de l'inégalité citée ci-dessus, 14 % de la population qui vit avec moins de la moitié de ça. 14 % de la population de Japeri vit avec un revenu de 140, 00 réais. En d'autres termes, soit la personne s'occupe de sa santé mentale, soit elle mange.

C'est une situation très grave qui inquiète notre collectif. Notre préoccupation est de tenter d'élargir l'accès et ce soin, en sachant que le problème est très grave. Notre collaboration est très timide. Nous savons que ça ne va pas tout résoudre, elle n'est pas en mesure de tout résoudre, mais on ne va pas rester les bras croisés.

L'autre front sur lequel nous agissons est celui de l'offre de formation complémentaire pour le soin psychologique. On reçoit, pour compléter la formation, des psychologues ou des étudiants en psychologie en fin de formation. Ils viennent pour améliorer leur pratique. Puisqu'on sait que la formation est également élitiste. Le psychologue a besoin d'être en formation permanente. Ce n'est pas après cinq ans d'étude qu'on va former un psychologue. Quand tu reçois ton diplôme, tu es confronté à une réalité avec laquelle il est très difficile de faire une spécialisation ou des formations si nécessaires qui, dans leur grande majorité, se trouvent dans la Zone Sud et les prix sont, en général, très élevés. Ce qu'on veut également, c'est diminuer un peu cette inégalité d'accès. Beaucoup de professionnels de la Zone Norte et de la Baixada Fluminense s'inscrivent. On fait une formation complémentaire pour l'appui

psychologique. Ainsi, des professionnels d'autres domaines peuvent venir faire des formations et ajouter des connaissances psychologiques, de la Santé Mentale, à ce qu'ils font déjà.

Cleber Ribeiro : Comment ton groupe interprète et agit-il sur les thèmes de la santé publique et de la démocratie ?

Ana Paula Pimentel : Le premier point que je mets en-avant c'est la compréhension du fait que santé et démocratie sont pratiquement des idées synonymes. Ainsi, quand on tente d'expliquer l'idée de démocratie, on finit par expliquer la santé et vice-versa. Pour être plus claire, avant de parler de la relation, je veux parler de l'idée de démocratie et de l'idée de santé publique. Et ensuite, je passe à l'idée du collectif, de ce qu'on fait et de ce qu'on voudrait être.

Je trouve intéressant qu'on cherche à comprendre la démocratie avec sa finalité, qui est de garantir la dignité de la vie pour tous.

Cette finalité peut être saisie principalement dans la constitution fédérale. Je voudrais souligner deux articles que je trouve intéressants pour la réflexion. Le troisième et le cinquième. L'article trois, par exemple, apporte une liste de quatre objectifs fondamentaux pour que l'État parvienne à concrétiser la démocratie. Très vite, il dit : « pour concrétiser la démocratie, il faut construire une société libre, juste et solidaire ». Le second objectif est de garantir le développement national. Le troisième, d'éradiquer la pauvreté et la marginalisation et de réduire les inégalités sociales et régionales. Le cinquième, fait la liste d'une série de droits fondamentaux pour atteindre la dignité de la vie. Elle est énorme mais je voudrais souligner seulement l'entête, qui amène déjà cette idée et qui amène également les cinq droits qui sont intéressants pour notre réflexion. L'entête de l'article 5 dit : « tous sont égaux face à la loi sans distinction de quelque nature, garantissant aux brésiliens et aux étrangers résidents dans le pays, l'inviolabilité du droit à la vie, à la liberté, à l'égalité, à la sécurité et à la propriété ».

Ainsi, en soulignant ces deux articles, on entend que l'idée de démocratie est liée à l'idée de dignité de vie. Et la dignité de vie, on peut la comprendre ici, rien que dans ces deux petits extraits, c'est de comprendre que la personne puisse mener une vie digne, une vie juste, égalitaire, une vie humaine libre, dans laquelle son humanité et sa différence est reconnue. Il est important de reconnaître la différence entre les peuples, les cultures et les régions. C'est l'accès à la liberté qui doit être garanti pour tous. Indépendamment de la classe sociale, de la religion et du sexe.

En observant ces attributs pour une vie digne, nous verrons, qu'en réalité, on ne vit pas dans une démocratie. Principalement quand on la voit à travers la réalité des personnes noires, des périphéries.

Ce que l'on remarque, c'est l'établissement d'un État excessivement minimum. Par conséquent, les inégalités augmentent. La misère augmente. On voit que l'État agit de manière à ignorer les nécessités de base des territoires périphériques. Ainsi, même la dignité des personnes est ignorée, ou parfois, rendue invisible de façon perverse. On voit une réalité de violence, naturalisées, qui est quotidienne. Quand on regarde vers ces attributs, présents sur nos territoires, ce qu'on voit, c'est un ensemble de droits fondamentaux entravés.

Quand on pense à l'article n°5, par exemple. Quand on parle du droit à la sécurité, qui serait inviolable. La sécurité est un des droits les plus violés sur nos territoires. D'ailleurs, celui-ci a un grand impact sur la santé des personnes.

Ainsi, nous pouvons parler de santé. La santé est plus que fondamentale pour la garantie de la dignité de vie. Quand on pense à la dignité de vie, la santé doit aussi être pensée avec dignité de vie. C'est pour cela que je dis que la démocratie ainsi que la santé doivent être pensées comme des synonymes. Notre Système Unique de Santé existe justement pour cela, pour la garantie de notre droit constitutionnel.

La santé ne doit pas être comprise seulement comme un droit. Elle-même est la démocratie. Celui qui a affirmé cela, c'est Sérgio Arouca, médecin sanitaire, à la 8e Conférence

Nationale de Santé, en 2008. Ce qu'il a voulu affirmé, c'est que, en réalité, la santé, signifie avoir le droit. Mais droit à quoi ? C'est avoir droit au logement. C'est avoir droit à un travail digne, avec un salaire juste. C'est avoir droit à l'eau courante chez soi. C'est s'alimenter correctement. C'est avoir droit au loisir. Avoir droit à l'éducation. Ainsi, la santé, c'est avoir un ensemble de droits qui sont fondamentaux. Sans n'importe lequel d'entre eux, on ne peut pas parler de vie digne. Pour expliquer cela d'une meilleure façon, Arouca reprend un concept très intéressant, le cycle économique de la maladie, en disant que les conditions de vie sont directement liées au degré de possibilité d'avoir une bonne santé, et donc, d'avoir une vie digne.

Avec des conditions de vie difficile, les personnes sont affaiblies, même pour lutter pour leurs droits et pour briser le cycle. En contrepartie, quand la population a accès à cet ensemble de droits, qui apporte la dignité, elle se renforce justement avec ses sujets. La lutte pour les droits se renforce et ainsi, les personnes peuvent lutter et parvenir à briser le cycle. Le chemin puissant pour briser le cycle est donc l'accès à la santé.

L'indicatif dans ce discours, c'est la santé comme chemin pour la transformation sociale. Pour cela, on essaie de faire ce qui est possible. Jusqu'où on arrive à marcher. Nous comprenons qu'il est important d'unir les luttes pour parvenir à conquérir ce droit au sein de l'État. C'est ce qui m'a attiré dans la Formation de l'IPAD. Sa capacité d'intégrer les luttes pour le droit des personnes des territoires périphériques.

C'est une des caractéristiques de la psychologie que de s'arrêter aux problèmes cliniques. C'est nécessaire et important mais on finit par se restreindre à cet univers. Quand les choses commencent à s'ouvrir, on commence à faire le lien, on voit à quel point les problèmes de la vie vont au-delà de la santé.

Il est nécessaire de sortir de sa zone de confort, celle de regarder la santé strictement, et élargir ces regards.

On doit unir les luttes. Parce qu'à partir de cette idée élargie de ce qu'est la santé, dans la formation de l'IPAD, on pense tout le temps à la manière dont on peut renforcer la

démocratie. L'une des clés, c'est d'ajouter la santé à cette lutte. C'est ce qui nous intéresse tous. Tous les êtres humains, sans exception.

Mariana Evaristo : Valter, parle nous du Collectif TETO.

Valter Manuel Gomes Neto : Je travaille au TETO, une organisation sociale qui travaille avec l'objectif du dépassement de la pauvreté. Nous sommes convaincus que le dépassement de la pauvreté et cette lutte pour l'égalité peut arriver grâce à la réalisation de projets communautaires. Ces projets doivent réunir les habitants des favélas et ceux des zones précaires dans lesquelles nous travaillons. Les régions dans lesquelles les droits de bases sont niés, comme l'accès à l'assainissement, une infrastructure et un lieu de vie dignes.

Nous travaillons via des projets d'habitation et d'infrastructure. Nous avons un projet d'habitation d'urgence où nous construisons des habitations pour les familles de la communauté. Mais nous avons aussi d'autres projets d'infrastructures, comme la réalisation de travaux communautaires, de toilettes biodigesteurs, des escaliers, des ponts. Il y a plusieurs projets, pensés pour les habiletés de ces familles et à tout ce qui les entoure.

Je suis venu à Minas Gerais il y a dix mois pour travailler dans l'organisation. Dès lors, j'en ai connu un peu plus à propos de Minas Gerais. Nous travaillons dans quatre villes : Terra Nossa, dans la région de Taquaril, à Belo Horizonte, Tomás Balduino, à Betim, Guarani-Kaiowá, qui se trouve à Contagem et le village Aldeia Naô Xohã, à São Joaquim de Bicas. En plus de cela, nous faisons quelques travaux ponctuels à Pátria Livre, deux occupations du MST situées également à São Joaquim de Bicas.

Depuis la pandémie, nous réunissons tous les efforts sur des projets d'infrastructure, liés la santé. Aujourd'hui, nous réalisons un projet de toilettes biodigesteurs, de lavabos communs, de potagers communautaires et de réfectoires.

Mariana Evaristo : À partir du débat et des actions de Teto, comment vois-tu la relation actuelle entre durabilité environnementale et démocratie ?

Valter Manuel Gomes Neto : La réponse suit Lavigne à propos de laquelle nous discutons au sein de l'IPAD à propos de ce qu'est la démocratie.

Nous comprenons que la démocratie, c'est quand toutes les personnes ont la possibilité de donner leur opinion et de participer à ce dans quoi elles sont insérées. De participer aux processus qui traitent de chacun, d'avoir leurs droits et leurs devoirs dans cette société-là. La question de la participation est très présente. Et, dans les favélas, c'est quelque chose qui est niée aux gens. C'est très commun pour nous d'arriver dans une communauté et de trouver des lieux qui n'ont pas d'assainissement de base, qui ne sont pas reliés au système d'égouts, dans lesquels il n'y a pas d'endroit pour entreposer les déchets. Ce n'est pas possible d'avoir de l'eau potable pour l'utiliser, prendre une douche, pour boire. Et là, on voit les nuances de la manière dont la durabilité est reniée dans ces espaces. La manière dont les personnes perdent le droit de pouvoir avoir une vie durable parce qu'elles sont insérées dans ce contexte-là.

Un exemple : nous sommes arrivés dans une communauté dans laquelle il y a un cratère géant, à Tomás Balduino. Et les personnes se servaient de ce cratère pour y jeter leurs déchets, y jeter des résidus. Ce cratère a augmenté. Il a même englouti une maison. Les habitants ont commencé à être très inquiets. À la saison des pluies, la situation s'est encore plus aggravée, augmentant encore un peu plus le cratère. La première difficulté des habitants a été de comprendre ce qui devrait être réalisé pour diminuer le cratère.

Nous avons parlé des déchets qui étaient jetés dans cet espace qui contribuaient également à l'élargissement du trou. Nous avons invité un géologue pour qu'il discute avec les habitants. Il a expliqué exactement ce qui était en train de se passer.

Nous avons nettoyé la région. Ensuite, nous avons commencé à nous organiser pour parvenir à poser des bâches. Mais le coronavirus est arrivé et a fini par détruire cette dynamique que nous étions en train de construire avec les habitants.

Je pense donc que la durabilité est liée à la démocratie. Les personnes devraient avoir le droit de pouvoir y vivre une vie dans la durabilité, d'avoir l'assainissement.

La manière dont la société est faite aujourd'hui nie ce droit à certains groupes. On finit donc par penser beaucoup à la démocratie, par rapport à la citoyenneté et aux élections, mais on finit par oublier qu'il y a une gamme de choses qui y sont présentes, comme le Droit à la Ville, la durabilité, le droit d'avoir un lieu pour jeter ses déchets, d'avoir un assainissement de bonne qualité. Je pense donc que la démocratie devrait garantir des droits à ces personnes.

Mariana Evaristo : On a remarqué cela, ici, dans la ville de Belo Horizonte, à la période des pluies que nous avons vécue cette année, en 2020. Alors que la pluie atteint les quartiers des périphéries, les moyens de communication et le pouvoir public tend à incriminer les habitants en affirmant que la population ne sait pas jeter ses résidus, en mettant en question la raison pour laquelle ils ont construit leurs maisons dans de zones à risque. Mais quand les inondations ont atteint les quartiers riches, le discours était bien différent. Ils ont changé le discours pour pouvoir continuer à valider cette différenciation.

Valter Manuel Gomes Neto : Les régions du Sud et du Centre de Belo Horizonte ont été rapidement rénovées. Tout est déjà normal. Alors que dans les favélas dans lesquelles nous travaillons, il y a des habitants qui jusqu'aujourd'hui, n'ont pas d'endroit où vivre, qui ont été retiré de là où ils vivaient, dans l'unique habitation qu'ils avaient. Et aucune initiative pour qu'ils soient relogés dans un lieu sûr n'a été mise en place.

Dans l'un des communauté dans lesquelles nous travaillons, Terra Nossa, une occupation d'habitants de périphéries, qui se trouve à Taquaril, les habitants peuvent obtenir un repas qu'ils peuvent manger chez eux.

Maintenant, ils ont commencé à faire un potager communautaire. Ils font un super travail là-bas.

